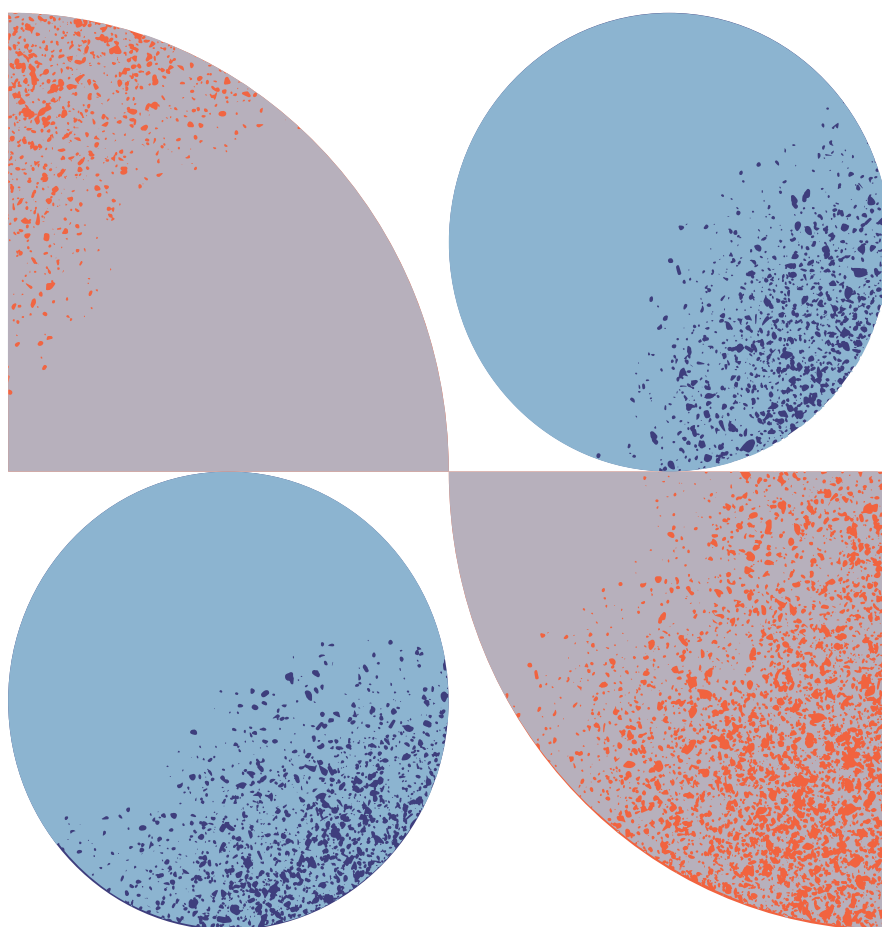




# Rapport Financier



**Assemblée Générale - 28 Mai 2024**



# **Rapport financier 2023**

---

- **Rapport du Commissaire aux Comptes**
- **Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées**
- **Comptes annuels 2023**
  - Bilan
  - Compte de résultat
  - Annexes
- **Affectation de résultat**

## **Budget prévisionnel 2024**

---

## **Proposition de résolutions**

---



Expertise comptable  
Audit, Conseil et Social

## ASSOCIATION ADIL DE L'AIN

Siège social : 34 rue Général Delestraint  
01000 BOURG EN BRESSE

### SIÈGE SOCIAL

#### ORIAL

Le Thelemos  
12-15, quai du Commerce  
C.P. 50203  
69336 Lyon cedex 09  
Tél. 04 78 43 45 55

167, rue Charles Germain  
69400 Villefranche s/ Saône  
Tél. 04 74 68 37 43

#### ORIAL PARIS

6 rue de Bassano  
75116 Paris  
Tél. 01 40 17 05 47

#### ORIAL PROVENCE

22, cours Jean Jaurès  
BP 115  
84603 Valréas cedex 03  
Tél. 04 90 35 05 97

Membre du réseau



## ASSOCIATION ADIL DE L'AIN

Rapports du Commissaire aux Comptes  
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

[www.orial.fr](http://www.orial.fr)

S.A.S. au capital de 3 762 911 € - 444 674 816 00012 RCS Lyon

Société inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Lyon-Riom.  
Membre du groupe Oriale inscrit à l'Ordre des Experts Comptables des régions : Auvergne Rhône-Alpes, Paris Ile de France, Provence Alpes  
Côtes d'Azur et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Lyon-Riom.

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

A l'Assemblée Générale,

**I- Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Départementale d'Information sur le Logement de l'Ain (ADIL DE L'AIN) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**II- Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, de l'ouverture de l'exercice jusqu'à la date d'émission de notre rapport.

**III- Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions reçues par l'Association. Nous nous sommes assuré qu'elles sont évaluées et comptabilisées comme indiqué dans l'annexe. Nous avons validé plus particulièrement la séparation des exercices, l'exhaustivité et la réalité de ces produits.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **IV- Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale.

#### **V- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

#### **VI- Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 15 avril 2024

Pour SAS ORIAL  
Commissaire aux Comptes

**J.P BOUVARD**  
Fondé de Pouvoirs  
Fondé de Pouvoirs

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Réunion de l'assemblée générale relative à l'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2023**

A l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatifs à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

**CONVENTIONS PASSES AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE**

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé

**Convention de partenariat**

**Personne concernée :** Madame Clotilde FOURNIER, Présidente de l'ADIL et Présidente du Comité Départemental d'Aide au Logement (CODAL de l'Ain) jusqu'au 27 juin 2023.

**Nature et Objet :** Une convention de partenariat a été conclue entre le CODAL de l'Ain et l'ADIL de l'Ain avec une prise d'effet fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Cette convention porte sur la mise à disposition de la directrice de l'ADIL de l'Ain et d'une assistante administrative au CODAL de l'Ain. Cette mise à disposition a pour objet d'accompagner la gestion administrative de la fin de l'activité du CODAL de l'Ain.

**Modalités :** A ce titre, L'ADIL a perçu sur l'exercice 2023 une indemnité compensatrice d'un montant de 20 561 €.

**CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**

Conformément aux dispositions statutaires de votre association, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.



### **Convention de partenariat**

**Personne concernée :** Madame Clotilde FOURNIER, Présidente de l'ADIL et Vice-Présidente du Conseil Départemental de l'Ain.

**Nature et Objet :** Une convention de partenariat a été conclue entre le Département de l'Ain et l'ADIL de l'Ain. Cette convention a pour objet la mise en place, la gestion et l'animation de l'observatoire départemental de l'habitat de l'Ain pour la période du 7 décembre 2020 au 31 décembre 2023.

**Modalités :** A ce titre, L'ADIL a perçu sur l'exercice 2023 une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 104 000 €.

Fait à Lyon, le 15 avril 2024

Pour SAS ORIAL  
Commissaire aux Comptes

**J.P BOUVARD**  
Fondé de Pouvoirs



# Comptes annuels 2023

- Bilan au 31 décembre
- Compte de résultat
- Annexes



## BILAN AU 31 DECEMBRE 2023

A C T I F	2023			2022	P A S S I F	2023	2022
	Brut	Amort	Net	Net			
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					<b>FONDS PROPRES</b>		
Immobilisations incorporelles	2 789	2 789			Réserves statutaires ou contractuelles	110 000	110 000
Immobilisations corporelles	122 301	109 473	12 828	14 161	Réserves pour projet de l'entité	20 000	20 000
					Réserves		
					Report à nouveau	142 606	142 021
					Résultat de l'exercice	9 652	586
<b>Total I</b>	<b>125 090</b>	<b>112 262</b>	<b>12 828</b>	<b>14 161</b>	<b>Total I</b>	<b>282 258</b>	<b>272 607</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>FONDS DEDIES</b>		
Autres créances	4 972		4 972	3 958	Fonds dédiés		
Disponibilités	554 191		554 191	552 994	<b>Total II</b>		
Charges constatées d'avance	3 966		3 966	3 805	<b>PROVISIONS POUR CHARGES</b>		
					Provision départ retraite	82 410	73 408
<b>Total II</b>	<b>563 129</b>		<b>563 129</b>	<b>560 757</b>	<b>Total III</b>	<b>82 410</b>	<b>73 408</b>
					<b>DETTES</b>		
					Fournisseurs et comptes rattachés	26 460	21 291
					Dettes sociales et fiscales	184 679	161 612
					Produits constatés d'avances		46 000
					Autres dettes	150	
<b>Total II</b>	<b>563 129</b>		<b>563 129</b>	<b>560 757</b>	<b>Total IV</b>	<b>211 289</b>	<b>228 903</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II)</b>	<b>688 219</b>	<b>112 262</b>	<b>575 957</b>	<b>574 918</b>	<b>TOTAL GENERAL (I + II+ III+IV)</b>	<b>575 957</b>	<b>574 918</b>

# ADIL DE L'AIN

## COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2023

CHARGES	Exercice 2023	Exercice 2022	PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	97 623	94 326	Cotisations	1 230	1 230
Charges de personnel et charges sociales	572 194	583 024	Partenariat Codal de l'Ain	20 561	20 040
Dotation amortissements immobilisations	6 975	7 623	Concours publics et subventions d'exploitation	489 553	483 809
Dotation provision retraite	9 002		Contributions financières	169 106	161 713
Reports en fonds dédiés			Reprise sur provisions retraite et transferts de charges	8 736	11 956
Charges diverses	5	5	Utilisations des fonds dédiés		4 560
<b>Total I</b>	<b>685 799</b>	<b>684 978</b>	Autres produits	186	195
			<b>Total I</b>	<b>689 372</b>	<b>683 503</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b> Total II			<b>PRODUITS FINANCIERS</b> Total II	<b>7 181</b>	<b>2 061</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b> Total III			<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b> Total III		
<b>IMPOTS SUR PLACEMENTS</b> Total IV	1 103				
<b>Total des Charges (I + II + III + IV)</b>	<b>686 902</b>	<b>684 978</b>	<b>Total des Produits (I + II + III)</b>	<b>696 554</b>	<b>685 564</b>
Excédent	9 652	586	Déficit		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>696 554</b>	<b>685 564</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>696 554</b>	<b>685 564</b>

## 1 Objet social

L'ADIL de l'Ain, Agence Départementale d'Information sur le Logement, a ouvert ses portes au public en 1983.

L'ADIL est agréée par l'Agence Nationale pour l'Information sur le Logement (ANIL) et conventionnée par le Ministère en charge du Logement.

Son caractère d'intérêt général est codifié sous l'article L 366-1 du Code de la Construction et de l'Habitation.

« ...l'Association Départementale d'Information sur le Logement a pour mission d'informer gratuitement les usagers sur leurs droits et obligations, sur les solutions de logement qui leur sont adaptées, notamment sur les conditions d'accès au parc locatif et sur les aspects juridiques et financiers de leur projet d'accession à la propriété, ceci à l'exclusion de tout acte administratif, contentieux ou commercial... ».

Le rôle des ADIL, leur composition, leur condition d'agrément ainsi que certaines clauses de leurs statuts sont soumises à des dispositions législatives (décret du 6 novembre 2007).

L'ADIL de l'Ain a obtenu son agrément ministériel par arrêté du 17 mars 2009.

## 2 Nature et périmètre des activités

- Une mission de service au public

L'ADIL est un outil au service du public et des acteurs de l'habitat du département de l'Ain.

Elle délivre une information **gratuite, neutre et objective sur les aspects juridiques, financiers et fiscaux touchant au logement et à l'habitat.**

Cette information personnalisée, avant tout préventive, permet notamment à l'usager de mieux connaître ses droits et obligations, les solutions adaptées à sa situation personnelle, ou l'état du marché du logement et d'être ainsi en mesure de faire des choix éclairés.

Chaque année, l'ADIL de l'Ain délivre plus de 13 000 conseils juridiques auprès d'un public varié : locataires, propriétaires bailleurs ou occupants, collectivités et professionnels de l'immobilier.

- Une vocation départementale

Entre les informations délivrées au sein de son siège et lors des permanences dans les principales villes du département, l'ADIL couvre l'ensemble du département.

Toutes les communes de l'Ain comptent des administrés ayant eu recours au service de l'ADIL.

- Des juristes spécialisés en droit immobilier

Les conseillers juristes sont titulaires majoritairement d'un DEA/DESS (Bac+ 5) ou Master 2.

- L'observatoire départemental de l'habitat

A la demande du Conseil départemental, l'ADIL de l'Ain porte depuis 2020 l'observatoire départemental de l'habitat.

- Prévention des expulsions locatives

Depuis décembre 2021, l'ADIL de l'Ain porte également la mission sortie de crise Prévention des expulsions locatives qui est financée par l'Etat.

### **3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

#### **3.1 Faits caractéristiques de l'exercice**

Il n'y a pas de faits caractéristiques significatifs sur l'exercice.

#### **3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture**

Il n'y a pas de faits caractéristiques postérieurs à la clôture.

### **4 Principe et méthodes comptables**

#### **4.1 Principes généraux**

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissements et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

#### **4.2 Dérogations**

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

#### **4.3 Principales méthodes comptables**

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- La comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;
- La comptabilisation en charges des frais de constitution, de transformation et de premier établissement conformément à l'article 212-9 ;
- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1.



## 5 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

### 5.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

#### 5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	2 789	-	-	-	2 789
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	37 539	-	-	-	37 539
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	79 120	5 642	-	-	84 762
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	116 659	5 642	-	-	122 301

Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-	-
	Total IV	-	-	-	-	-
Total général		119 447	5 642	-	-	125 090

### 5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	2 789	-	-	2 789
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	37 539	-	-	37 539
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	64 960	6 975	-	71 935
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		102 498	6 975	-	109 473
Total général		105 287	6 975	-	112 262

## 5.2 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

Variation des fonds	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	130 000				130 000
Report à nouveau	142 020	586			142 606
Excédent ou déficit de l'exercice	586	- 586	9 652		9 652
<b>Situation nette</b>	<b>272 606</b>	<b>0</b>	<b>9 652</b>		<b>282 258</b>
Fonds propres consommables					0
Subventions d'investissement					0
Provisions réglementées					0
<b>TOTAL</b>	<b>272 606</b>	<b>0</b>	<b>9 652</b>	<b>0</b>	<b>282 258</b>

### 5.3 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

#### 5.3.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	73 408	9 002		82 410
<b>TOTAL</b>	<b>73 408</b>	<b>9 002</b>		<b>82 410</b>

##### 5.3.1.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
Indemnités de départ en retraite	82 410		82 410

L'entité provisionne son engagement pour indemnité de départ en retraite, dont les principales caractéristiques et hypothèses retenues pour leur estimation à la date de clôture, sont précisées ci-après.

Le montant de l'engagement s'élève à 82 410 € au 31 décembre 2023.

Cet engagement est estimé selon la méthode des unités de crédit projetées conformément à la Recommandation ANC 2013-02.

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : 64 ans.
- Taux d'actualisation : 3.1%.
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1%.
- Convention collective : selon les termes du règlement intérieur de l'ANIL régissant les ADIL agréés ainsi que selon les dispositions légales en vigueur.
- Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover, les statistiques publiées pour le secteur d'activité le plus proche : Activités associatives.

#### 5.4 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'1 an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	-		
	Autres	4 972	4 972	
Charges constatées d'avance		3 966	3 966	
<b>TOTAL</b>		<b>8 938</b>	<b>8 938</b>	

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			

Fournisseurs et comptes rattachés	26 460	26 460		
Dettes fiscales et sociales	184 679	184 679		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	-			
Autres dettes	150	150		
Produits constatés d'avance	-			
<b>TOTAL</b>	<b>211 289</b>	<b>211 289</b>		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

## 6 Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;

Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature.

### 6.1 Produits de tiers financeurs

#### 6.1.1 Concours publics et subventions d'exploitation

Nature du concours ou de la subvention notifiée	Etat	Conseil Départemental	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
Subventions 2023	76 448	162 000	60 438	35 000	155 667	489 553
Subventions 2022	72 121	162 000	59 188	35 000	155 500	483 809

### 6.2 Charges du compte de résultat

#### 6.2.1 Contribution et charges des contributions, volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;

- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :

- Nature de ces contributions : bénévolat.
- Modalités qui lui ont permis de les quantifier : nombres d'heures réalisées.
- Méthodes de valorisation : SMIC Horaire Chargé 2023.

Nature de la contribution / modalités ayant permis de quantifier	Méthode de valorisation	Montant
Bénévolat – 212 h	SMIC Horaire Chargé	3 408

## 7 Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants

### 7.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif », le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles s'est élevé à : Néant.

### 7.2 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	1 ETP	
Agents de maîtrise et Techniciens		
Employés	9 ETP	
Ouvriers		
<b>TOTAL</b>	<b>10 ETP</b>	

